

France périphérique et France des métropoles : la guerre culturelle a commencé

Par Guillaume Perrault

Le Figaro. Publié le 11/09/2014 à 19h31

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - A l'occasion de la sortie de son nouvel ouvrage, La France périphérique, le géographe Christophe Guilluy nous explique comment la mondialisation a bouleversé l'organisation de l'espace français.

Christophe Guilluy est géographe et consultant auprès de collectivités locales et d'organismes publics. En 2010, son livre connaît un réel succès critique et plusieurs hommes politiques de droite comme de gauche affirment s'inspirer des analyses de ce dernier essai. Un documentaire intitulé *La France en face*, réalisé par Jean-Robert Viallet et Hugues Nancy, diffusé sur France 3 le 27 octobre 2013, est également très fortement inspiré de ce livre.

NOTRE PAYS connaît une crise économique et politique de grande ampleur. Les travaux du géographe Christophe Guilluy permettent de dépasser la conjoncture et d'éclairer les causes profondes du mal français. Dans son nouvel ouvrage, *La France périphérique - Comment on a sacrifié les classes populaires* (Flammarion), en librairie le 17 septembre, l'auteur démontre comment la mondialisation a entraîné une recomposition des catégories sociales et a bouleversé l'organisation de l'espace français.

LE FIGARO. - Vous critiquez un amalgame entre milieux populaires et banlieues. Pourquoi?

Christophe GUILLUY. - La focalisation sur le «problème des banlieues» fait oublier un fait majeur: 61 % de la population française vit aujourd'hui hors des grandes agglomérations. Les classes populaires se concentrent dorénavant dans les espaces périphériques: villes petites et moyennes, certains espaces périurbains et la France rurale. En outre, les banlieues sensibles ne sont nullement «abandonnées» par l'État. Comme l'a établi le sociologue Dominique Lorrain, les investissements publics dans le quartier des Hautes Noues à Villiers-sur-Marne (Val-de-Marne) sont mille fois supérieurs à ceux consentis en faveur d'un quartier modeste de la périphérie de Verdun (Meuse), qui n'a jamais attiré l'attention des médias. Pourtant, le revenu moyen par habitant de ce quartier de Villiers-sur-Marne est de 20 % supérieur à celui de Verdun. Bien sûr, c'est un exemple extrême. Il reste que, à l'échelle de la France, 85 % des ménages pauvres (qui gagnent moins de 993 € par mois, soit moins de 60 % du salaire médian, NDLR) ne vivent pas dans les quartiers «sensibles». Si l'on retient le critère du PIB, la Seine-Saint-Denis est plus aisée que la Meuse ou l'Ariège. Le 93 n'est pas un espace de relégation, mais le cœur de l'aire parisienne. L'État prend conscience - avec retard - de cette réalité. Début 2014, le gouvernement a réorienté la politique de la ville pour prendre également en compte la France des sous-préfectures.

Comment expliquer que les catégories populaires (ouvriers, employés) et les classes moyennes inférieures (artisans et une partie des commerçants) aient déserté les métropoles?

Le marché foncier crée les conditions d'accueil des populations dont la ville a besoin. En se désindustrialisant, les grandes villes ont besoin de beaucoup moins d'employés et d'ouvriers mais de davantage de cadres. C'est ce qu'on appelle la gentrification des grandes villes, symbolisée par la figure du fameux «bobo», partisan de l'ouverture dans tous les domaines. Confrontées à la flambée des prix dans le parc privé, les catégories populaires, pour leur part, cherchent des logements en dehors des grandes agglomérations. En outre, l'immobilier social, dernier parc accessible aux catégories populaires de ces métropoles, s'est spécialisé dans l'accueil des populations immigrées. Les catégories populaires d'origine européenne et qui sont éligibles au parc social s'efforcent d'éviter les quartiers où les HLM sont nombreux. Elles préfèrent déménager en grande banlieue,

dans les petites villes ou les zones rurales pour accéder à la propriété et acquérir un pavillon. On assiste ainsi à l'émergence de «villes monde» très inégalitaires où se concentrent à la fois cadres et catégories populaires issues de l'immigration récente. Ce phénomène n'est pas limité à Paris. Il se constate dans toutes les agglomérations de France (Lyon, Bordeaux, Nantes, Lille, Grenoble), hormis Marseille.

La mixité sociale des HLM dans les grandes villes est donc un vœu pieux?

On a du mal à formuler certains faits en France. Dans le vocabulaire de la politique de la ville, «classes moyennes» signifie en réalité «population d'origine européenne». Or les HLM ne font plus coexister ces deux populations. L'immigration récente, pour l'essentiel familiale, s'est concentrée dans les quartiers de logements sociaux des grandes agglomérations, notamment les moins valorisés. Les derniers rapports de l'observatoire national des zones urbaines sensibles (ZUS) montrent qu'aujourd'hui 52 % des habitants des ZUS sont immigrés, chiffre qui atteint 64 % en Île-de-France. Cette spécialisation tend à se renforcer. La fin de la mixité dans les HLM n'est pas imputable aux bailleurs sociaux, qui font souvent beaucoup d'efforts. Mais on ne peut pas forcer des personnes qui ne le souhaitent pas à vivre ensemble. L'étalement urbain se poursuit parce que les habitants veulent se séparer, même si ça les fragilise économiquement. Par ailleurs, dans les territoires où se côtoient populations d'origine européenne et populations d'immigration extra-européenne, la fin du modèle assimilationniste suscite beaucoup d'inquiétudes. L'autre ne devient plus soi. Une société multiculturelle émerge. Minorités et majorités sont désormais relatives.

Observe-t-on une ascension sociale dans une partie de la population d'origine étrangère?

Oui, car ces personnes habitent là où on produit les deux tiers du PIB du pays et où se crée l'essentiel des emplois, c'est-à-dire dans les métropoles. Une petite bourgeoisie issue de l'immigration maghrébine et africaine est ainsi apparue. Dans les ZUS, il existe une vraie mobilité géographique et sociale: les gens arrivent et partent. Ces quartiers servent de sas entre le Nord et le Sud. Ce constat ruine l'image misérabiliste d'une banlieue ghetto où seraient parqués des habitants condamnés à la pauvreté. À bien des égards, la politique de la ville est donc un grand succès. Les seuls phénomènes actuels d'ascension sociale dans les milieux populaires se constatent dans les catégories immigrées des métropoles. Cadres ou immigrés, tous les habitants des grandes agglomérations tirent bénéfice d'y vivre - chacun à leur échelle. En Grande-Bretagne, en 2013, le secrétaire d'État chargé des Universités et de la Science de l'époque, David Willetts, s'est même déclaré favorable à une politique de discrimination positive en faveur des jeunes hommes blancs de la «working class» car leur taux d'accès à l'université s'est effondré et est inférieur à celui des enfants d'immigrés.

En France, ouvriers et employés sont-ils moins nombreux en 2014 qu'en 1980?

La baisse de la proportion d'ouvriers est réelle, mais elle s'est accompagnée d'une augmentation de la proportion d'employés. Les catégories populaires - qui comprennent aussi les petits agriculteurs - n'ont donc nullement disparu. Elles sont désormais moins visibles, puisqu'elles vivent loin des grands centres urbains où se concentrent décideurs publics et privés. Si l'on considère l'ensemble du territoire national, la part des catégories populaires dans la population française est restée à peu près stable depuis un demi-siècle. Le problème social et politique majeur de la France, c'est que, pour la première fois depuis la révolution industrielle, la majeure partie des catégories populaires ne vit plus là où se crée la richesse. Au XIXe siècle, lors de la révolution industrielle, on a fait venir les paysans dans les grandes villes pour travailler en usine. Aujourd'hui, on les fait repartir à la «campagne». C'est un retour en arrière de deux siècles. Le projet économique du pays, tourné vers la mondialisation, n'a plus besoin des catégories populaires, en quelque sorte.

En définitive, «le peuple», aujourd'hui, qui est-ce?

Actuellement, 50 % des salariés gagnent moins de 1 650 euros net par mois. Par ailleurs, les frontières sociales entre classes populaires et classes moyennes inférieures - artisans et commerçants, patrons de TPE - ont disparu. Ceux-ci ont conscience d'un vécu commun qui bouleverse les définitions classiques du «peuple». La fronde des «bonnets rouges», en Bretagne

(contre un projet d'écotaxe), illustre ce phénomène. La révolte n'est pas partie des grandes métropoles de l'Ouest, mais des petites villes qui en étaient le plus éloignées. La contestation n'était pas seulement sociale, mais aussi identitaire. Des ouvriers, des employés, des agriculteurs, des chauffeurs routiers et des chefs de petites entreprises ont défilé ensemble, ce qui a beaucoup déconcerté Jean-Luc Mélenchon.

Vu l'ampleur colossale des dépenses publiques et sociales, n'est-il pas injuste de prétendre qu'on a «sacrifié» les classes populaires?

Certes, il y a beaucoup de redistribution des métropoles vers la France périphérique. Le revenu n'est pas en chute libre. La présence d'une part importante d'emplois publics et parapublics et le développement des services à la personne ont aussi permis de limiter les effets de la désindustrialisation. Mais la France des catégories populaires ne se résume pas à la question des bas revenus ou de la pauvreté. Considérées dans leur ensemble, depuis le début des années 2000, les catégories populaires n'ont plus de perspectives d'ascension sociale. En dépit de certaines réussites individuelles brillantes, ce qui se joue, c'est le sentiment de ne plus être intégré au projet économique, de ne pas vivre sur les territoires qui comptent et qui créent de l'emploi. C'est l'immense différence avec la «classe moyenne» des Trente Glorieuses dont les revenus relatifs n'étaient pas plus élevés mais dont l'intégration économique et une forme d'ascension sociale étaient assurées. C'est dans ce contexte qu'il faut poser la question des revenus et de l'impôt. L'absence d'intégration économique des catégories modestes explique le paradoxe français: un pays qui redistribue beaucoup de ses richesses mais dont une majorité d'habitants considèrent à juste titre qu'ils sont de plus en plus fragiles et déclassés.

Qu'appellez-vous la «contre-société» qui, selon vous, apparaît dans la France des fragilités sociales?

Dans la France périphérique, le champ des possibles est beaucoup plus restreint en raison d'une mobilité sociale et géographique très faible. Un déplacement régulier vers le travail en voiture à 20 kilomètres de chez soi coûte environ 250 euros par mois, soit le quart du smic. Surtout, quand on perd son travail dans une ville de taille moyenne, on sait qu'on éprouvera beaucoup de difficultés à vendre son logement pour se rapprocher d'un bassin d'emplois dynamique. Les catégories populaires qui vivent dans ces territoires sont d'autant plus attachées à leur environnement local qu'elles sont, en quelque sorte, assignées à résidence. Elles réagissent en portant une grande attention à ce que j'appelle le «village»: sa maison, son quartier, son territoire, son identité culturelle, qui représentent un capital social. La contre-société s'affirme aussi dans le domaine des valeurs. La France périphérique est attachée à l'ordre républicain, réservée envers les réformes de société et critique sur l'assistanat. L'accusation de «populisme» ne l'émeut guère. Elle ne supporte plus aucune forme de tutorat - ni politique, ni intellectuel - de la part de ceux qui se croient «éclairés».

On assiste donc à une guerre culturelle des deux France?

Sans aucun doute. Il devient très difficile de fédérer et de satisfaire tous les électors à la fois. Dans un monde parfait, il faudrait pouvoir combiner le libéralisme économique et culturel dans les agglomérations et le protectionnisme, le refus du multiculturalisme et l'attachement aux valeurs traditionnelles dans la France périphérique. Mais c'est utopique. C'est pourquoi ces deux France décrivent les nouvelles fractures politiques, présentes et à venir.